

Publications périodiques

Comptes annuels

Société Anonyme au capital de 56 873 350 €
Siège social : 73, avenue des Champs Élysées, 75008 Paris
315 768 176 R.C.S Paris

A. — États financiers au 31 décembre 2018.**I. — Bilan publiable au 31 décembre 2018.**

(En Euros.)

Actif	Notes	2018	2017
Caisse, banques centrales, C.C.P.	1	69 597 430	49 692 201
Créances sur les établissements de crédit	2	250 954 031	165 359 866
Opérations avec la clientèle	3	417 145 463	447 076 446
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	55 581 036	47 184 127
Actions et autres titres à revenu variable	5		
Participations	6	103 282	69 972
Immobilisations incorporelles	7	184 257	59 299
Immobilisations corporelles	8	944 272	1 036 887
Autres actifs	9	2 229 551	2 377 935
Comptes de régularisation	10	1 238 580	562 682
Total actif		797 977 901	713 419 416

Passif	Notes	2018	2017
Dettes envers les établissements de crédit	11	17 317 990	48 302 205
Opérations avec la clientèle	12	679 708 663	564 266 686
Autres passifs	13	981 077	774 951
Comptes de régularisation	14	2 951 622	3 006 000
Provisions	15	10 580 000	11 480 700
Fonds pour risques bancaires généraux	15	6 472 802	6 472 802
Capital	16	56 873 350	56 873 350
Réserves	16	4 759 365	4 492 501
Report à nouveau	16	12 483 357	12 412 942
Résultat de l'exercice	16	5 849 676	5 337 279
Total passif		797 977 901	713 419 416

Hors-bilan	2018	2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	14 787 947	34 360 213
Engagements de financement en faveur Ets de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	16 123 170	19 656 333
Engagements de garantie en faveur Ets de crédit	20 842 867	16 241 829
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement		
Engagements de garantie reçus de la clientèle		
Engagements de garantie reçus Ets de crédit	5 777 710	10 550 949
Engagements sur titres		

II. — Compte de résultat publiable au 31 décembre.

(En Euros)	Notes	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	17	23 509 462	22 839 424
Intérêts et charges assimilées	18	-6 409 473	-4 586 293
Revenus des titres à revenu variable		6	35
Commissions (produits)	19	2 441 201	3 029 727
Commissions (charges)	19	-317 918	-361 901
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	20	354 640	379 043
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	21	-909 495	347 116
Autres produits d'exploitation bancaire	22	100	80
Autres charges d'exploitation bancaire	22	-56 423	-53 331
Produit net bancaire		18 612 101	21 593 900
Charges générales d'exploitation	23	-10 757 160	-10 891 537
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-169 206	-208 149
Résultat brut d'exploitation		7 685 734	10 494 214
Coût du risque	24	1 986 182	-2 423 085
Résultat d'exploitation		9 671 916	8 071 128
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			-221
Résultat courant avant impôt		9 671 916	8 070 908
Résultat exceptionnel	25		-28 385
Impôt sur les bénéfices	26	-3 822 240	-2 705 244
Dotations/reprises du FRBG			
Résultat net		5 849 676	5 337 279

III. — Annexe aux états financiers.

Principes comptables et méthodes appliquées.
(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

A. — Introduction

Les états financiers sont préparés en accord avec la réglementation applicable en France aux Etablissements de Crédit, conformément aux dispositions du règlement 2014-07, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) (articles 1111-1 à 1124-61).

Les états financiers de l'exercice 2018 ainsi que le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de Bank Audi France sont à la disposition du public, gratuitement et sur simple demande par téléphone au 01 53 83 50 00 ou par courrier à l'adresse suivante :

Bank Audi France,
73, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris.

Les comptes de Bank Audi France, filiale à 100 % de Bank Audi SAL, dont le siège est situé Place Bab Idriss – Beyrouth 2021 8102 – Liban, sont intégrés dans les comptes consolidés de sa maison mère selon la méthode de l'intégration globale.

B. — Principales méthodes d'évaluation.

Les principales méthodes comptables adoptées par Bank Audi France sont les suivantes :

(a) Opérations en devises. — Les créances et dettes libellées en devises étrangères sont réévaluées en euros sur la base des cours de change en vigueur aux dates d'arrêts. Les charges et produits sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur le jour de leur comptabilisation.

(b) Prêts à la clientèle et provisions. — Les prêts accordés à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Cette valeur est diminuée au fur et à mesure des remboursements en capital. Les prêts achetés sur le marché secondaire sont enregistrés à leur prix de revient. Les écarts entre la valeur nominale d'origine et le prix de revient (décotes ou surcotes) sont lissés sur la durée de vie des prêts.

Concernant le traitement comptable du risque de crédit, Bank Audi France applique les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Les principales catégories de créances sont les suivantes :

— Créances saines : Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

— Impayés : Sont qualifiées d'impayées, les échéances de toute nature impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois, six mois ou neuf mois (selon la nature de la contrepartie, voir ci-dessous).

— Créances restructurées : Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sains si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés dans une sous-catégorie spécifique des encours sains jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêts, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sains, ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Bank Audi France définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

— Créances douteuses : Le statut de créance douteuse peut provenir, soit d'un déclassement automatique conformément à la réglementation en vigueur (créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois pour tout type de crédit et le crédit-bail immobilier, plus de six mois pour les crédits immobiliers et plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales), soit d'un déclassement manuel à la suite d'un événement judiciaire (redressement, liquidation.....), d'un litige ou de la survenance d'un incident mettant en péril le recouvrement de la créance (détérioration notable de la situation financière du débiteur avec incapacité patente de respecter les engagements pris vis-à-vis de la banque).

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution. Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, la Banque examine les conséquences de cette défaillance au niveau du groupe et apprécie la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe.

Reclassement d'un encours douteux en sain : conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement 2014-07 de l'ANC, le classement en encours douteux peut-être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Parmi les encours douteux, Bank Audi France distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— Créances douteuses compromises : Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

— Créances douteuses non compromises : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— Provisions : Les provisions pour créances douteuses sont enregistrées en fonction des risques de non recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Elles sont déterminées dossier par dossier et font l'objet d'un examen détaillé trimestriel. Elles sont inscrites à l'actif en diminution des crédits concernés. La provision en capital est enregistrée dans le poste "coût du risque" du compte de résultat.

— Intérêts sur créances douteuses : Les intérêts sur créances douteuses sont provisionnés à 100%. Les provisions constituées et les reprises impactent directement le produit net bancaire du compte de résultat.

— Pertes : Les encours douteux compromis sortent du bilan pour passage en perte au plus tard lorsque les droits de la banque en tant que créancier sont éteints.

— Méthodes de prise en compte des instruments de réduction des risques : Les principaux instruments de réduction des risques sont les hypothèques, les dépôts nantis dans les livres de la banque, les nantissements et garanties bancaires reçus. Concernant les hypothèques, l'évaluation du bien se fait tous les trois ans par un expert indépendant.

(c) Risques pays et provisions. — Ces risques sont analysés périodiquement pays par pays après réalisation de tests de résistance (stress tests). Après déduction des garanties déductibles, le solde par pays des créances et engagements par signature pouvant faire l'objet d'une perte potentielle est provisionné sur la base du pourcentage calculé par le test de résistance. La provision évaluée est enregistrée au passif du bilan.

(d) Titres en portefeuille détenus pour compte propre. — Les titres que la Banque détient pour compte propre sont enregistrés dans deux catégories :

— Titres d'investissement : comme précisé aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement 2014-07 de l'ANC, ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance. Bank Audi France dispose de la capacité nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils ne sont pas évalués au prix du marché sauf s'il est constaté une dégradation importante de la qualité de crédit de l'émetteur.

— Titres de placement : ce même règlement précise qu'il s'agit des titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction (détention à court terme) ni parmi les titres d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement précité. Ils font l'objet éventuellement d'une provision pour dépréciation pour ajustement à la valeur de marché.

Cette provision reflète les moins-values constatées en fin d'exercice sans tenir compte des plus-values pouvant exister sur d'autres titres (sauf s'ils sont regroupés dans un même ensemble homogène).

Les cours sont ceux fournis par les opérateurs de place. Lorsque ces derniers ne sont pas en mesure de communiquer un cours fiable, celui-ci est déterminé grâce aux modèles internes du Groupe.

Lorsque les titres à revenu fixe sont acquis ou souscrits à un prix différent de leur valeur de remboursement, la différence (décote ou surcote) est rattachée de manière actuarielle aux résultats imposables au taux de droit commun sur la durée de vie résiduelle des titres.

(e) Titres de participation. — Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition et provisionnés en fonction des valeurs d'usage.

(f) Transactions entre parties liées. — L'absence d'informations relatives aux transactions effectuées avec des parties liées qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché est justifiée par le fait que les transactions effectuées par Bank Audi France avec des parties liées sont exclues de la liste des transactions concernées par cette obligation, en accord avec les dispositions du règlement ANC 2010-04.

(g) Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Elles sont amorties selon les méthodes et durées estimées d'utilisation suivantes :

— Immobilisations d'exploitation acquises depuis le 01/01/2005 :

— Immobilisations incorporelles :

– Progiciels : 3 ans mode linéaire (coût de la licence et des développements supplémentaires),

– Logiciels bureautiques : 3 ans mode linéaire (coût de la licence à l'achat – les coûts de maintenance et de renouvellement sont comptabilisés en charges -).

— Immobilisations corporelles :

Mobilier et matériel de bureau :	10 ans mode linéaire,
Matériel informatique :	3 ans mode dégressif,
Agencements et Installations :	10 ans mode linéaire,
Véhicules :	5 ans mode linéaire,
Objets d'art :	non amortis.

Les immobilisations hors exploitation concernent des datations en paiement de créances.

Les actifs de la banque ne sont pas décomposables, d'après la définition de la réglementation.

(h) Résultats sur opérations de change. — Les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change, opérée conformément au paragraphe (a) Opérations en devises ci-dessus, et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portées au compte de résultat.

(i) Commissions – produits. — Les commissions payables à échéance qui se rapportent à une période de prestation déterminée sont étalées sur la durée de la prestation. Elles sont constatées en produit à recevoir jusqu'au jour du règlement.

Les commissions payables d'avance telles que les commissions sur garanties émises par la banque d'ordre de sa clientèle sont lissées en résultat sur la durée de vie de la garantie émise. Elles sont constatées en produits perçus d'avance jusqu'à la date d'échéance de la garantie.

Les commissions se rapportant à des opérations ponctuelles (opérations de guichet, frais de dossier,...) sont enregistrées directement dans le compte de résultat.

(j) Impôt sur les sociétés. — Cet impôt a été calculé conformément aux règles fiscales en vigueur. Aucun impôt différé n'a été constaté dans les comptes.

(k) Indemnités de Départ à la Retraite. — Au 31/12/2018, le montant des indemnités de départ à la retraite (IDR) s'élève à 415 367 €, charges patronales incluses.

Les paramètres suivants ont été pris en considération pour le calcul des engagements IDR au 31/12/2018 :

- Taux de charges : 50,5 %
- Table de survie : référence à la table INSEE TD-TV 07-09
- Age de départ : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 7 %
- Taux d'actualisation : 1,04 %
- Taux de revalorisation : 1,5 %
- Inflation : 1,9 %

Note 1. – Caisse, banques centrales, CCP.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Caisse	416	315
Compte à la Banque de France	69 181	49 377
Total	69 597	49 692

Note 2. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires débiteurs	228 972		160 332	
Comptes et prêts interbancaires		21 834		5 000
Autres prêts				
Sous-total	228 972	21 834	160 332	5 000
Créances rattachées	69	78	27	1
Total	229 042	21 912	160 359	5 001
Total général (1)	250 954		165 360	

(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €

Note 3. – Actif - Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2018			2017
	Brut	Provisions	Net	Net
Créances commerciales	5 316		5 316	3 201
Autres concours à la clientèle :				
Crédits	328 531		328 531	335 324
Valeurs non imputées				
Comptes ordinaires débiteurs	88 659	7 231	81 429	107 393
Sous-total	422 505	7 231	415 275	445 918
Créances rattachées	1 871		1 871	1 158
Total (1)	424 376	7 231	417 145	447 076
(1) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque Centrale : 0,00 €				

Note 3. (Suite) Répartition des encours clients par zones géographiques.

(En milliers d'Euros.)

Zones géographiques	Encours sains	Encours restructurés Conditions du marché	Encours restructurés Hors Conditions du marché	Encours douteux	Encours douteux compromis	Total
France	66 336	1 481	15 182	1 402		84 401
États-Unis d'Amérique	2 388					2 388
Grande Bretagne	55 065					55 065
Suisse	2 253					2 253
Turquie	2 572					2 572
Autres pays OCDE	1 743					1 743
Total OCDE	130 357	1 481	15 182	1 402	0	148 422
Arabie saoudite	21 397					21 397
Bahreïn	13 629					13 629
Cameroun	1 322					1 322
Centrafrique	2 794					2 794
Chypre	9 111					9 111
République Démocratique du Congo	1 987					1 987
Côte d'Ivoire	7 462					7 462
Egypte	9 063					9 063
Emirats arabes unis	32 362					32 362
Gambie	11 775					11 775
Guinée	1 711					1 711
Guinée équatoriale	1 611					1 611
Irak	1 336					1 336
Jordanie	1 224	9 124				10 348
Liban	124 235	2 047				126 282
Monaco	16 216					16 216
Autres pays Hors OCDE	321					321
Total HORS OCDE	257 553	11 171	0	0	0	268 724
Total 2018	387 909	12 652	15 182	1 402	0	417 145
Total 2017	436 826	5 789	0	4 461	0	447 076

— Dépréciation sur encours douteux et compromis hors provisions pour risques pays :

Zones géographiques	Stock au 01/01/2018	Variation nette	Stock 31/12/2018
France	1 448	-1 146	302
Portugal	4	0	4
Total OCDE	1 452	-1 146	306
Syrie	6 798	102	6 900
Liban	1	24	25
Total HORS OCDE	6 799	126	6 925
Totaux	8 251	-1 020	7 231
% Créances douteuses provisionnées	64.91%		83.76%

NB : un stock de provisions pour risques pays de 8.300 K€ figure au bilan au 31/12/2018

— Résultat net sur encours douteux et compromis dépréciés :

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Dotations provisions créances douteuses clientèle	-238	-28
Pertes sur créances douteuses		-362
Reprises de provisions sur créances douteuses	1 324	791
Net	1 086	401

Note 4.a. – Portefeuille titres à revenus fixes cotés sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2018				2017			
	Transaction	Placement	Investissement	Total	Transaction	Placement	Investissement	Total
Prix de revient		56 544		56 544		46 662		46 662
Créances rattachées		369		369		522		522
Total		56 913		56 913		47 184		47 184
Dépréciation		1 332		1 332				
Net		55 581		55 581		47 184		47 184
Moins-values latentes (1)								
Plus-values latentes (1)						294		294

(1) Entre prix de revient et valeur de marché hors coupons courus.

Note 4.b. – Répartition des titres à revenus fixes selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 ans	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Obligations émises par des organismes publics					
Titres République du Liban				16 175	16 175
Titres Caisse des Dépôts et Consignations		7 792			7 792
Titres CADES	7 855				7 855
Titres Kommunekredit			4 303		4 303
Titres KFW			3 500		3 500
Titres Kommunalbanken			3 445		3 445
Titres BNG Bank			4 318		4 318
Titres Banque Européenne d'Investissement		7 825			7 825
Total 2018	7 855	15 617	15 566	16 175	55 212
Total 2017		21 646	8 340	16 676	46 662
Autres émetteurs					
Obligations					
Total 2018					
Total 2017					

Note 5 – Actions et autres titres à revenus variables cotés sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	2018 (1)			2017 (1)		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Prix de revient		19	19		18	18
Total		19	19		18	18
Dépréciation		19	19		18	18
Net						
Moins-values latentes						
Plus-values latentes						
(1) Au cours de l'exercice, aucun transfert d'une catégorie vers une autre n'a été effectué.						

Note 6. – Titres de participation non cotés sur un marché organisé.

Titres non cotés (En milliers d'Euros)	2018			2017		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Etablissements de crédit						
Autres entreprises à caractère financier	103		103	70		70
Entreprises à caractère non financier	9	9	0	9	9	0
Sous-Total	112	9	103	79	9	70
Total	112	9	103	79	9	70

Note 6.suite. – Liste des filiales et participations non cotées sur un marché organisé.

(En milliers d'Euros)	% Capital Détenu	Capitaux Propres	Résultat 2018	Valeur nette Comptable
Participations comprises entre 10 et 50% :				
Groupe Audi SARL	20,00%	NC	NC	202
Participations inférieures à 10% :				
Swift	4 parts	NC	NC	0
Oséo SA	62 parts	NC	NC	575
Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution		NC	NC	102 504
Total				103 282

Note 7. – Immobilisations incorporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres Variations	31/12/2018
Valeur brute :					
Frais d'établissement					
Logiciels informatiques	1 961	173			2 134
Immobilisations en cours					
Total	1 961	173	0	0	2 134
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					
Frais d'établissement					
Logiciels informatiques	1 902	48			1 950
Total	1 902	48	0	0	1 950
Valeur nette comptable	59				184

Note 8. – Immobilisations corporelles.

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres Variations	31/12/2018
Valeur brute :					
Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	3 057	29	1		3 084
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	610				610
Total	3 667	29	1		3 694
Dotation aux amortissements et aux dépréciations :					

Agencements, installations et autres immobilisations Corporelles	2 330	121	1		2 450
Immobilisations en cours					
Immobilisations hors exploitation (1)	300				300
Total	2 630	121	1		2 750
Valeur nette comptable	1 037				944
(1) Biens reçus en dation de paiement.					

Note 9. – Autres actifs.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Fonds de garantie des dépôts et de résolution	249	256
Fonds de Résolution Unique	92	66
Etat impôts et taxes	297	729
Dépôts et cautionnements	262	258
Avoirs chez correspondants	1 023	1 023
Appels de marges sur opérations de change à terme	245	1
Autres débiteurs divers	62	45
Total	2 230	2 378

Note 10. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Comptes d'ajustement sur devises et opérations de hors-bilan		
Charges constatées d'avance	456	473
Produits à recevoir	1	32
Autres comptes de régularisation	781	58
Total	1 239	563

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	11 994		7 686	
Comptes et emprunts		5 240		40 489
Sous-total	11 994	5 240	7 686	40 489
Dettes rattachées	82	2	71	56
Total	12 076	5 242	7 757	40 545
Total général	17 318		48 302	

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Dettes rattachées				
Total				
Autres comptes créditeurs :				
Comptes ordinaires de la clientèle	244 880		191 192	
Comptes créditeurs à terme		433 108		372 052
Valeurs non imputées et autres sommes dues				
Dettes rattachées		1 721		1 023
Total	244 880	434 828	191 192	373 075
Total général	679 709		564 267	

Note 13. – Autres passifs.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Fournisseurs	9	18
Etat, impôts et taxes	313	185
Participation des salariés	258	172
Fonds non réclamés	401	400
Total	981	775

Note 14. – Comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Compte d'ajustement devises	178	113
Produits constatés d'avance	141	143
Charges à payer	2 347	2 395
Autres comptes de régularisation	286	355
Total	2 952	3 006

Note 15.a. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Dotations	Reprises	31/12/2018
Autres provisions sur :				
Etablissements de crédit				
Clientèle	3 100		901	2 200
Risques pays	8 300			8 300
Provisions diverses	80			80
Total	11 481	0	901	10 580

Note 15.b. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Dotations	Reprises	31/12/2018
Provision	6 473			6 473

Note 16. – Capital et réserves.

(En milliers d'Euros)	2017	+	-	2018
Capital souscrit (1)	56 873			56 873
Réserve légale	1 746	267		2 013
Réserves statutaires et contractuelles	2 746			2 746
Report à nouveau	12 413	71		12 483
Résultat	5 337	5 850	5 337	5 850
Total	79 116	6 187	5 337	79 966

(1) Le capital est divisé en 3 729 400 actions entièrement souscrites de 15,25 € chacune.

Note 17. – Intérêts et produits assimilés.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur Banques Centrales et Offices Chèques Postaux				
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	598	3 925	116	4 847
Intérêts sur comptes et prêts	1 003	14 989	228	15 365
Autres intérêts et produits assimilés	240	79	108	61
Intérêts sur valeurs reçues en pension				
Intérêts sur créances douteuses	9	192	9	95
Dotations des intérêts	-9	-72	-9	-94
Reprise provisions sur intérêts	72	121		59
Intérêts sur titres de placement		1 976	1 494	112
Produits sur opérations de hors-bilan	71	317	77	372
Total	1 983	21 527	2 023	20 817
Total général	23 509		22 839	

Note 18. – Intérêts et charges assimilées.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	505		345	
Intérêts sur comptes et emprunts	274	5 540	505	3 256
Autres intérêts	84	7	467	13
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial				
Total	863	5 547	1 317	3 269
Total général	6 409		4 586	

Note 19. – Commissions.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	2	161	9	165
Opérations avec la clientèle	2 195		2 786	
Prestations de services financiers :				
Opérations sur titres		25		32
Commissions sur activités d'assistance et de conseil				
Prestations diverses de services financiers	244	132	235	164
Total	2 441	318	3 030	362

Note 20. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Gains sur opérations de change et arbitrage	355		379	
Net des gains et pertes	355		379	

Note 21. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement & assimilés.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Plus et moins-values de cession	428		108	217
Charges diverses sur titres de placement				
Dotations et reprises pour dépréciation s/titres de placement		1 338	457	
Sous-total	428	1 338	564	217
Net des gains et pertes	-909		347	

Note 22. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits divers d'exploitation bancaire				
Charges diverses d'exploitation bancaire		56		53
Produits accessoires et charges refacturées				
Total	0	56	0	53

Note 23. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Salaires et traitements	3 690	3 788
Charges de retraite	380	378
Participation et intéressement des salariés	257	172
Autres charges sociales	1 616	1 656
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	188	180
Total frais de personnel	6 132	6 173
Impôts et taxes	296	318
Services extérieurs (1)	4 328	4 400
Total autres frais administratifs	4 625	4 718
Total	10 757	10 892

(1) Dont honoraires des commissaires aux comptes au titre de leur mission de contrôle des comptes : 112 (EY 67, Denjean 45).

Note 24. – Coût du risque.

En milliers d'Euros	2018	2017
Dotations aux provisions sur engagements de hors-bilan		
Dotations aux provisions pour risque clientèle	-238	-28
Dotations aux provisions pour risques pays		-3 400
Dotations aux provisions pour risques divers		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions		-362
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions sur créances douteuses en capital	1 324	791
Reprises de provisions pour risques pays		
Reprises de provisions pour risques de hors-bilan et divers	901	576
Récupérations sur créances douteuses amorties		
Total	1 986	-2 423

Note 25. – Résultat exceptionnel.

Néant.

Note 26. – Impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Résultat fiscal imposé au taux courant	9 851	8 873
Régularisation suite à une vérification de comptabilité	529	
Résultat fiscal imposé à taux réduit		
Contribution sur les revenus distribués	-37	-315

Note 27. – Variations des impôts différés ou latents.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Charges non déductibles temporairement :		
C3S	12	13
Jetons de présence	77	138
Provisions clients	238	
Participation des salariés, bonus et charges afférentes	816	820
Produits imposés non encore comptabilisés		
Total	1 143	971
Eléments à imputer		
Déficits reportables fiscalement		

Note 28. – Effectifs et autres informations.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Techniciens de la Banque	21	20
Cadres de la Banque	26	26
Cadres "hors classification"	7	7
Total	54	53

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées.

(En milliers d'Euros)	2018					2017
	Entreprises liées		Participations		Total	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné		
Actif :						
Créances sur les établissements de crédit	1 483				1 483	31
Créances sur les autres entreprises liées						
Total actif	1 483				1 483	31
Passif :						
Dettes envers les établissements de crédit	12 940				12 940	39 545
Dettes envers les autres entreprises liées						
Total passif	12 940				12 940	39 545
Hors-bilan :						
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit						
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	18 891				18 891	14 922
Total des engagements donnés	18 891				18 891	14 922

Note 30. – Répartition des emplois et des ressources selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs :					
Créances sur les établissements de crédit	21 834				21 834
Créances sur la clientèle	50 624	16 621	141 890	124 711	333 847
Total 2018	72 458	16 621	141 890	124 711	355 681
Total 2017	58 883	40 903	127 641	116 098	343 525
Passifs :					
Dettes sur établissements de crédit	5 240				5 240
Comptes créditeurs de la clientèle	252 644	153 958	4 250	22 256	433 108
Total 2018	257 884	153 958	4 250	22 256	438 348
Total 2017	285 581	126 714	246		412 541
Hors-bilan :					
Engagements de financement en faveur de la clientèle	11 679	3 018		92	14 788
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit					
Total 2018	11 679	3 018		92	14 788
Total 2017	29 471	3 352	1 471	66	34 360

Note 31. – Rémunérations.

(En milliers d'Euros)	2018	2017
Organes d'administration	77	150
Organes de Direction	256	256

Note 32. – Crédit d'impôt compétitivité emploi.

Le CICE est comptabilisé, en diminution des charges de personnel, en fonction de l'engagement. Des charges de rémunérations éligibles. Le montant inscrit au compte de résultat au cours de L'exercice est de 31.065 euros. Le cice a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Note 33. – Résultat par action

Le résultat par action s'élève à 1,57 €, contre 1,43 € en 2017.

B. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

À l'Assemblée Générale de la société Bank Audi France,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Bank Audi France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— *Référentiel d'audit* : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— *Indépendance* : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	<p>Une part importante du bilan de la société est constituée de créances envers la clientèle. Votre banque comptabilise, au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Au 31 décembre 2018, les créances envers la clientèle s'élèvent en valeurs nettes à M€ 417,1 au regard d'un total bilan de M€ 797,9. Les créances douteuses représentent M€ 8,6 au 31 décembre 2018 dépréciées à hauteur de M€ 7,2. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement des sommes en capital dues par les clients. Le nombre de dossiers dépréciés est relativement stable et se limite à quelques dossiers faisant l'objet d'un suivi spécifique de la banque.</p> <p>Par ailleurs, une part significative des créances provient de clients résidant dans des zones géographiques hors OCDE, et plus particulièrement au Liban, où la situation géopolitique engendre un risque dans la détermination des dépréciations qui résultent notamment de l'appréciation des valeurs données en garanties.</p> <p>Nous avons identifié l'estimation du risque de crédit sur les créances dépréciées ainsi que l'estimation du risque pays Liban comme un point clé de l'audit compte tenu de la part de jugement de la direction dans le processus de déclassement en créances douteuses et de la valorisation des dépréciations nécessaires au titre du risque de crédit et du risque pays.</p>
Notre réponse	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier les créances à déprécier et évaluer le montant des dépréciations enregistrées et avons testé ce dispositif en effectuant notamment une revue d'un échantillon de dossiers de crédit.</p> <p>Nous avons examiné les procédures de contrôle interne mises en œuvre par la banque tout au long du processus pour la revue annuelle du portefeuille de créances, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des encours sous surveillance (« Watch List »), l'évaluation des dépréciations et les rapprochements comptabilité/gestion.</p> <p>Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque en charge du suivi des créances sous surveillance ou dépréciées.</p> <p>S'agissant des dépréciations calculées sur les créances douteuses, nous avons examiné les estimations retenues pour les contreparties dépréciées en examinant certains dossiers de crédit et les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux et garanties constituées au bénéfice de la banque.</p> <p>Par ailleurs, s'agissant de la provision risque pays Liban comptabilisée par la banque nous avons examiné :</p> <ul style="list-style-type: none"> — la détermination des encours éligibles à la provision risque pays Liban ; — les estimations réalisées par la direction afin de déterminer le montant de provision à comptabiliser.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

A l'exception du point ci-dessous, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

— La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

— Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise : Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225 37 4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Bank Audi France par votre assemblée générale du 31 mars 2005 pour le cabinet DENJEAN & ASSOCIES et du 28 novembre 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet DENJEAN & ASSOCIES était dans la quatorzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la dix-neuvième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

— il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

— il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

— il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

— il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

— il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit : Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822 10 à L. 822 14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 27 février 2019.

Les Commissaires aux Comptes :

Ernst & Young Audit :

Matthieu Préchoux ;

Denjean et Associés :

Clarence Vergote.

C. — Rapport Spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018)

A l'Assemblée générale de la société Bank Audi France,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Paris-La Défense et à Paris, le 27 février 2019

Les commissaires aux comptes :

Ernst & Young Audit :

Matthieu Préchoux ;

Denjean et Associés :

Clarence Vergote.

D. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise peuvent être obtenus à l'adresse suivante : Bank Audi France, Service juridique - 73 avenue des Champs Élysées – 75008 Paris.